

Initiatives ministérielles

exportations canadiennes au moyen de diverses initiatives pour limiter nos exportations de viande de porc, de poisson, de homard, de bois d'oeuvre, de yogourt et de crème glacée, de viande, de volaille, d'acier, de sucre, de limousines, de framboises et de machinerie lourde.

L'Accord de libre-échange permettra, disait-on, de préserver et d'améliorer les programmes sociaux et les programmes de développement régional du Canada et des Canadiens. Voici ce qu'il en est.

D'importantes réductions ont été effectuées dans les budgets suivants: le programme d'assurance-chômage a été amputé de 1,9 milliard de dollars; les bureaux de développement régional ont vu leur budget réduit de 25 p. 100; le programme de garderies de 5,4 milliards de dollars que le gouvernement s'était engagé à créer a été abandonné; la désindexation, sur cinq ans, des paiements de transfert accordés aux provinces au titre de la santé et de l'enseignement postsecondaire correspond à une perte de 3 milliards de dollars; la récupération des pensions de vieillesse et des allocations familiales a donné lieu à une hausse annuelle de l'impôt de 500 millions de dollars; VIA Rail a été privée de 500 millions de dollars sur cinq ans, et ainsi de suite.

Le gouvernement a promis de mettre sur pied d'importants programmes d'aide à l'adaptation pour les Canadiens qui risquent de perdre leur emploi en raison de l'accord de libre-échange. Il s'agissait là d'une des pierres angulaires du programme du gouvernement. Malgré le rapport de la commission Grandpré, qui a recommandé que le gouvernement consacre 200 millions de dollars supplémentaires à la formation par l'entremise du programme d'assurance-chômage, 300 millions de dollars additionnels au programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre, et qu'il impose aussi aux sociétés une taxe de formation de 3 milliards de dollars pour financer la formation professionnelle, le gouvernement a préféré réduire sa contribution à la Caisse d'assurance-chômage de 1,9 milliard de dollars, réduire les prestations d'assurance-chômage versées aux chômeurs, majorer les cotisations d'assurance-chômage versées par les employés et les employeurs, et ne pas instaurer des programmes d'aide à l'adaptation pour faire face aux milliers de mises à pied causées par les fermetures d'usines. Voilà les résultats qu'a donnés l'accord de libre-échange. Les preuves sont claires et concrètes.

Voici ce que le premier ministre a dit, dans son livre publié en 1983, au sujet des enfants qui vivent dans la pauvreté. Je crois que cela mérite d'être consigné au compte rendu. Le premier a dit:

• (1640)

Il y a ensuite la dimension que j'appelle la tendresse. Le gouvernement a la responsabilité essentielle de manifester de la compassion à l'égard des gens dans le besoin, de fournir de l'aide aux défavorisés, d'égaliser les chances pour tous et de faire preuve d'un sens élevé des responsabilités sociales qui mérite l'approbation de tous les Cana-

diens sérieux. Parmi tous les défis que le gouvernement doit relever, aucune cause n'est plus noble, aucune obligation n'est plus sacrée.

Ces paroles ont été prononcées en 1983. Elles ont été reprises dans les discours du trône suivants et dans les discours du budget du ministre des Finances, mais que disent les faits? Les faits sont clairs, sans équivoque et acceptés par tous, sauf les députés d'en face. Plus d'un million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté, soit 120 000 de plus qu'en 1980, et plus de 60 p. 100 des enfants des familles monoparentales sont pauvres. Le taux de pauvreté des enfants du Canada s'établit à environ 13,4 p. 100, soit presque le double de celui du Royaume-Uni qui s'élève à 7,1 p. 100 et plus que le quadruple de celui de la Suède et de l'Allemagne de l'Ouest.

Voici ce que le *Toronto Star* disait l'autre jour au sujet de la pauvreté à Montréal:

D'après Statistique Canada, une personne sur quatre vit dans la pauvreté dans l'île de Montréal. Dans le Grand Toronto, par comparaison, il y en a une sur huit. Le visage de la pauvreté n'est pas difficile à trouver. Il est presque impossible de marcher dans le centre-ville sans se faire demander de l'argent par des mendiants.

Le reportage est très sérieux. Et ça continue, monsieur le président.

Environ 15 000 personnes sont sans abri et 4 000 d'entre elles couchent dans la rue tous les soirs tandis que les autres logent temporairement chez des amis et des parents.

Nous avons entendu la promesse que le premier ministre a faite aux enfants qui vivent dans la pauvreté, mais les faits sont clairs: il n'y a pas de programme national de garderies.

Le gouvernement a affaibli la sécurité de la vieillesse en récupérant les pensions, il a réduit les services de VIA Rail et il a évidemment laissé monter le taux de chômage qui a atteint un niveau incroyable dans bien des régions du Canada, y compris dans ma circonscription.

Le plus éloquent exemple de l'hypocrisie et de l'inaction du gouvernement d'en face se trouve peut-être dans un ouvrage écrit par une femme sous le titre *Les femmes et les enfants en dernier*. J'aimerais vous en lire un extrait, monsieur le Président:

Une travailleuse sociale de l'hôpital Isaak Walton Killam pour enfants a vu des mères célibataires amener leur nourrisson à l'urgence parce qu'il vomit et souffre de diarrhée. Elles disent aux médecins qui l'examine qu'elles le nourrissent avec du lait entier dilué ou du Similac qu'elles diluent deux fois plus que le dosage recommandé. Leur chèque d'assistance sociale ne leur permet pas d'acheter ce produit beaucoup plus coûteux que le lait, ou alors d'en acheter suffisamment. Des provisions de Similac pour un mois coûtent environ 60 \$. Ces mères ne savent pas que leur façon de se débrouiller avec un revenu insuffisant a rendu leur enfant malade. «Elles blêmissent à l'idée de devoir dépenser autant pour les provisions de Similac.»

On sait bien que les propos que viennent tenir les gens d'en face ne signifient absolument rien pour des millions de Canadiens d'un océan à l'autre alors que des organismes qui s'occupent de ces Canadiens étalent devant nous des preuves éloquentes de l'état du pays.